

REPOBLIKAN'i MADAGASIKARA

Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LOI N° 2007- 037 DU 14 JANVIER 2008 sur les Zones et Entreprises Franches à Madagascar

EXPOSE DES MOTIFS

La République de Madagascar souhaite attirer les investisseurs et faire du secteur privé le moteur principal de son développement. S'appuyant sur les documents de référence que sont la Vision « Madagascar Naturellement » et le Madagascar Action Plan (MAP), le Gouvernement a défini parmi ses priorités centrales la poursuite d'une forte croissance économique basée sur le développement d'un secteur privé fort et concurrentiel.

La mise en place d'un environnement incitatif pour toutes les activités d'investissement à Madagascar a donné lieu à l'élaboration de la Loi sur les Investissements à Madagascar dont l'objectif est d'adapter et de dynamiser rapidement le tissu économique local pour qu'il soit en convergence avec un contexte économique international particulièrement concurrentiel.

Le secteur des zones franches qui s'est développé depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 89-027 du 29 décembre 1989 a été et demeure un secteur générateur de ressources et d'emploi. Il doit toutefois faire face à de nombreux défis.

Il est apparu que cette réglementation devait faire l'objet de plusieurs adaptations pour demeurer un régime favorable à la création et au développement d'investissements productifs.

Ces adaptations sont essentiellement orientées vers une simplification des procédures douanières et fiscales qui encadrent sur le plan administratif les dispositions fiscales, douanières et financières des entreprises éligibles.

Les mesures ainsi retenues procèdent à la fois d'un maintien de l'attractivité du régime sans ajouter de mesures incitatives et d'une simplification des contraintes administratives, notamment douanières qui se sont accumulées depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 89-027 du 29 décembre 1989.

Ces mesures sont les suivantes :

- suppression de la procédure d'agrément et remplacement par un système déclaratif auprès de l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) ;
- libéralisation des opérations réalisées vers et en provenance des entreprises franches et des entreprises de droit commun ;
- sécurisation du mécanisme de remboursement du crédit de TVA dû aux entreprises franches ;
- clarification du principe de stabilité fiscale et du caractère limitatif du régime fiscal des entreprises franches ;
- clarification du principe d'absence de quota dans l'emploi de la main d'œuvre étrangère ;
- harmonisation graduelle du régime zone franche et du régime de droit commun et adoption d'une nouvelle loi sur les exportations.

Pour des raisons pratiques, la structure de la loi n° 89-027 a été maintenue et, au-delà des principes évoqués supra, certains de ces articles ont été modifiés dans une perspective de simplification et de clarification.

Tel est l'objet de la présente loi.

REPOBLIKAN'i MADAGASIKARA

Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LOI N° 2007-037 DU 14 JANVIER 2008 sur les Zones et Entreprises Franches à Madagascar

Le Sénat et L'Assemblée nationale ont adopté en leur séance respective en date du 04 décembre 2007 et du 19 décembre 2007,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Décision n° 03-HCC/D3 du 09 janvier 2008 de la Haute Cour Constitutionnelle ;

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier - Dispositions générales

Il est institué à Madagascar le régime de Zone et d'Entreprise Franche, défini par les dispositions de la présente loi.

Ce régime s'applique aux investissements réalisés par des promoteurs nationaux ou étranger ou en association des deux, dans des activités orientées vers l'exportation et selon les catégories visées aux articles 2.2 et 2.3 ci-après.

Art. - 2 Définitions

Au sens de la présente loi :

2.1 - Il est entendu par exportation, la vente à l'étranger ou aux Zones et Entreprises Franches de biens et services originaires ou en provenance de Madagascar.

2.2 - La Zone Franche est toute aire matériellement délimitée à l'intérieur de laquelle sont regroupées plusieurs Entreprises Franches.

2.3 - Les Entreprises Franches sont des entreprises à vocation d'exportation et sont composées de trois catégories :

1. les entreprises industrielles de transformation ;
2. les entreprises de services ;
3. les entreprises de production intensive de base.

2.4 - Les conditions de matérialisation d'une Zone et Entreprise Franche sont fixées par voie réglementaire.

Art. - 3 Eligibilité

3.1 - L'attestation d'une Zone et d'une Entreprise Franche est délivrée par l'Economic Développement Board of Madagascar (EDBM), organisme autonome agissant au nom de l'Etat malgache chargé de l'approbation des projets d'investissement ainsi que de la promotion et du développement des investissements à Madagascar.

3.2 - Toute entreprise désirant bénéficier du régime des Zones et Entreprises Franches doit adresser sa demande à l'EDBM, accompagnée d'un dossier comprenant les formulaires établis par l'EDBM dûment remplis.

3.3 - Pour bénéficier du régime des Zones et Entreprises Franches :

Une Zone Franche doit regrouper en son sein plusieurs entreprises franches. Dans ce sens, elle assure la gestion et la promotion de la zone à exploiter.

Une entreprise industrielle de transformation ou une entreprise de production intensive de base doit destiner sa production à l'exportation et/ou aux besoins des Zones et Entreprises Franches.

Une entreprise de services doit destiner ses activités à l'exportation et/ou aux besoins des Zones et Entreprises Franches.

La liste des secteurs d'activités non éligibles au régime des Zones et Entreprises Franches est fixée par décret.

3.4 - La délivrance de l'Attestation de Zone et Entreprise Franche par l'EDBM entraîne l'application du régime de Zone et Entreprise Franches défini par la présente loi.

L'Attestation de Zone et Entreprise Franche est délivrée après un simple examen que le projet présenté répond aux conditions d'éligibilité définies par la présente loi. Elle doit être délivrée dans un délai maximum de vingt (20) jours à compter du dépôt de la demande.

En cas de refus de délivrance de l'Attestation, le demandeur peut intenter un recours hiérarchique auprès du Conseil d'Administration de l'EDBM.

3.5 - L'entreprise admise au régime des Zones et Entreprises Franches ne peut plus prétendre aux dispositions définies par un autre régime d'exception d'investissement en vigueur à Madagascar.

3.6 - Les fonctions respectives de chaque catégorie d'entreprise définie à l'article 2.3, demeurent distinctes et ne peuvent pas être cumulées par une même personne morale.

Toutefois, est autorisé le cas où les activités de services font partie intégrante de la Zone ou Entreprise Franche et ne fonctionnent que pour le compte exclusif de cette entreprise.

3.7- Toute entreprise, qu'elle bénéficie ou non d'un régime spécial en vertu d'une convention particulière passée avec l'Etat ou d'un autre régime d'investissement spécifique, peut à tout moment demander, sous réserve de remplir les conditions fixées par la présente loi, le bénéfice du régime des Zones et Entreprises Franches.

Le bénéfice du régime des Zones et Entreprises Franches annule et remplace celui des régimes octroyés antérieurement sans qu'il puisse aboutir à accorder des avantages avec effet rétroactif, allonger la durée de la période d'exonération fiscale antérieurement octroyée, cumuler les avantages ou renouveler les avantages déjà obtenus pour les mêmes investissements.

3.8 - En cas de manquement à tout ou partie des obligations édictées par la présente loi et ses textes d'application, l'entreprise bénéficiant du régime des Zones et Entreprises Franches sera mise en demeure de prendre les mesures nécessaires afin de régulariser sa situation.

A défaut de régularisation dans un délai de six (6) mois, le retrait du régime des Zones et Entreprises Franches est prononcé sur décision du Conseil d'Administration de l'EDBM, sans que l'entreprise puisse prétendre à indemnisation.

Art. - 4 Emprunts - Devises - Comptes bancaires -Transferts - Etats financiers

4.1 - Toute Zone et Entreprise Franche peut contracter, sous son entière responsabilité, des emprunts en devises à l'étranger, des emprunts en monnaie locale à Madagascar.

4.2 - Toute Zone et Entreprise Franche est autorisée à ouvrir des comptes bancaires à l'étranger et des comptes bancaires en devises auprès des banques locales et peut acquérir des

devises à Madagascar pour les opérations liées à son activité.

L'Entreprise Franche est soumise à l'obligation de rapatriement de ses recettes d'exportation dans un délai fixé par les textes d'application de la présente loi.

Dans le cadre des dispositions de la présente loi, la banque dépositaire est tenue d'assurer à tout moment la disponibilité pour son client des devises que ce dernier aura déposées.

4.3 - Toute opération de change manuelle d'achat ou de vente de devises contre monnaie locale, reste soumise à la réglementation en vigueur.

4.4 - Les états financiers des Entreprises Franches sont établis selon les normes du Plan Comptable en vigueur à Madagascar.

Le premier exercice comptable ne doit pas excéder dix-huit (18) mois ; les autres exercices comptables vont du 01 janvier au 31 décembre de la même année ou du 01 juillet au 30 juin de l'année qui suit.

Les états financiers doivent être remis dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice aux administrations concernées avec copie à l'EDBM.

4.5 - En cas de cessation d'activité, sous la condition de règlement intégral des dettes contractées sur le territoire national, l'Etat assure et garantit la liberté de transfert des fonds éventuellement dégagés.

Art. - 5 Législation sociale

5.1 - Toute liberté est accordée à l'Entreprise Franche pour la gestion de son personnel dans le cadre du Code de Travail et du Code de Prévoyance Sociale ainsi que des dispositions particulières de la présente loi.

5.2 - L'Entreprise Franche est responsable de la détermination du nombre des salariés expatriés spécialisés dont elle a besoin.

Un visa de résident professionnel, valable pendant la durée de leur contrat de travail, est octroyé au personnel expatrié d'une Entreprise Franche, selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur.

Les contrats de travail des salariés expatriés de l'Entreprise Franche peuvent déroger à certaines dispositions du Code du Travail conformément à l'article 17 de la Loi n° 2007-036 sur les Investissements à Madagascar.

5.3 - Pour l'associé ou actionnaire étranger, minoritaire ou majoritaire, titulaire d'un mandat social d'administrateur, de Président Directeur Général, Président du Conseil d'Administration, de Directeur Général, d'Administrateur Général ou de Gérant d'une Entreprise Franche, l'Attestation d'entreprise Franche permet de bénéficier, pour lui-même et pour les membres de sa famille légitime, du droit à l'octroi de visa de résident professionnel.

5.4 - Toute Entreprise Franche est tenue de verser aux organismes concernés les cotisations sociales prévues par le Code du Travail et le Code de Prévoyance Sociale.

Aucune mesure discriminatoire concernant les taux ou barèmes des cotisations ne saurait être appliquée au personnel expatrié. Néanmoins, il peut sur sa demande en être exempté et ne plus bénéficier des droits et avantages découlant du versement de ces cotisations sur justification du versement effectif des cotisations dues à l'organisme étranger de sécurité sociale d'affiliation.

5.5 - L'Etat assure et garantit la liberté de transfert des salaires effectivement perçus à Madagascar par les expatriés travaillant dans les Entreprises Franches.

5.6 - Les dispositions du Code du Travail sont applicables aux Entreprises Franches en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions particulières de la présente loi et des textes portant application de la présente loi.

Les dispositions du Code du Travail sur le travail de nuit des femmes et, notamment l'article 85 du Code du Travail ou toute autre disposition de nature législative ou réglementaire qui s'y substituerait, ne sont pas applicables aux Entreprises Franches.

Dans la limite de cinq (5) heures par semaine et par travailleur, les Entreprises Franches peuvent librement recourir aux heures supplémentaires sur simple déclaration déposée ou transmise auprès de l'Inspection du travail territorialement compétente. Au-delà des cinq premières heures supplémentaires et dans la limite du nombre maximum d'heures supplémentaires prévue par la réglementation du travail, l'autorisation de l'Inspection du travail est, sauf objection majeure d'ordre public, effectivement requise. L'absence de réponse de la part de l'Inspection du travail dans un délai de trois jours ouvrés vaut autorisation.

Art. 6 - Fiscalité des entreprises et des expatriés

Les Zones et Entreprises Franches bénéficient du régime fiscal suivant :

6.1 - Impôt sur les Bénéfices des Sociétés (IBS)

Les Zones et Entreprises Franches sont soumises à l'impôt sur les Bénéfices des Sociétés, fixé au taux de dix pour cent (10%) et au Minimum de Perception au taux de cinq pour mille (5‰).

Les Zones Franches bénéficient d'une exonération d'Impôt sur les Bénéfices des Sociétés et du Minimum de Perception pendant les quinze (15) premiers exercices à compter de l'exercice au cours duquel a démarré l'exploitation effective.

Les entreprises franches industrielles de transformation ainsi que celles de production intensive de base bénéficient des mêmes exonérations pendant les cinq (5) premiers exercices à compter de l'exercice au cours duquel a démarré l'exploitation effective.

Les entreprises franches de services bénéficient des mêmes exonérations pendant les deux (2) premiers exercices à compter de l'exercice au cours duquel a démarré l'exploitation effective.

Pour tenir compte de la période de mise au point industrielle et celle de la formation professionnelle, la date de démarrage de l'exploitation effective est la date tombant douze mois après celle de la délivrance de l'attestation de Zone et Entreprise Franche. Avant cette date, l'Entreprise et la Zone Franche bénéficient de la franchise susvisée.

6.2 - Réduction d'Impôt pour investissement

Les investissements en biens amortissables réalisés après la période d'exonération d'Impôt sur les Bénéfices des Sociétés, ouvrent droit à des réductions d'Impôt sur les Bénéfices des Sociétés égales à l'Impôt correspondant à soixante quinze pour cent (75%) du montant des nouveaux investissements.

Les droits à réduction d'impôt non utilisés peuvent être reportés jusqu'à apurement sans limitation de durée.

6.3 - Impôt sur les Revenus Salariaux et Assimilés

Le montant de l'Impôt sur les Revenus Salariaux des expatriés travaillant dans les Entreprises Franches ne peut excéder trente pour cent (30%) de la base imposable, ou tout autre taux plus favorable qui serait institué dans le cadre des règles d'imposition de droit commun.

6.4 - Taxe Forfaitaire sur les Transferts

Les transferts des sommes effectués vers l'étranger par les Entreprises et Zones Franches en règlement d'achats de biens et de services auprès d'entreprises étrangères ne disposant pas d'établissement à Madagascar ne sont pas soumis à la Taxe Forfaitaire sur les Transferts ou à tout autre prélèvement fiscal.

6.5 - Droits d'enregistrement

Les actes conclus par les Entreprises Franches, lorsqu'ils sont soumis à la formalité de l'enregistrement, sont enregistrés gratis.

6.6 - Taxe sur la Valeur Ajoutée

Les importations réalisées par les Zones et Entreprises Franches ne sont pas soumises à la TVA.

Les ventes ou prestations réalisées par les Entreprises Franches sur le territoire national

sont assujetties à la TVA au taux de droit commun.

Les exportations de biens et services des Entreprises Franches ainsi que les ventes de biens et services aux autres Entreprises Franches sont assujetties à la TVA au taux de zéro pour cent (0%).

Les ventes de biens et services réalisées par les entreprises locales de droit commun au profit des Entreprises Franches sont assujetties à la TVA au taux de droit commun. Cette TVA est déductible pour l'Entreprise Franche, quelle que soit la nature du bien ou service consommé à condition qu'elle soit afférente à des opérations taxables.

L'Entreprise ou la Zone Franche est autorisée à obtenir le remboursement de crédit de TVA résultant de l'excédant de TVA déductible sur la TVA collectée. Ce crédit de TVA est remboursable par l'Etat sur simple demande déposée avec la déclaration de TVA faisant apparaître ledit crédit.

Le remboursement du crédit de TVA doit être réalisés dans les soixante (60) jours de la date de réception de la demande par la Direction Générale des Impôts.

Le crédit de TVA accordé en remboursement peut être utilisé par l'Administration fiscale en règlement des impôts prévus à la présente loi dans les conditions qui seront fixées par Décision du Ministre chargé de la réglementation fiscale.

6.7 - Règles d'assiette et de liquidation

A l'exception des dispositions spécifiques prévues par la présente loi, les règles d'assiette et de liquidation des impôts, droits et taxes fixées par le Code Général des Impôts demeurent applicables aux Zones et Entreprises Franches.

6.8- Caractère limitatif du régime fiscal - garantie de stabilité

L'Etat garantit le caractère limitatif et la stabilité du régime fiscal des Entreprises Franches tel que défini par la présente loi.

En conséquence, le régime fiscal des Entreprises et Zones Franches est limitatif et exclusif de l'application de toute imposition, droit ou taxe de quelque nature qu'ils soient et qui ne seraient pas prévus par la présente loi.

Aucune autre mesure tendant à aggraver les charges fiscales prévues par les dispositions précédentes ou à instituer un traitement discriminatoire entre entreprises de même catégorie ne peut être appliquée aux Entreprises Franches.

Les Entreprises Franches bénéficient des dispositions plus favorables que l'Etat pourrait édicter en ce qui concerne les impositions visées à la présente loi ou qu'il pourrait accorder à d'autres Entreprises Franches exerçant dans le même secteur d'activité.

Art. 7 - Des Douanes

En cas de besoin, des procédures douanières spécifiques aux Zones et Entreprises Franches pourront être édictées par voie réglementaire en concertation avec l'EDBM.

7.1- Dans les conditions stipulées par les Conventions internationales auxquelles l'Etat a adhéré, les marchandises des Zones et Entreprises Franches bénéficient des régimes commerciaux préférentiels accordés à Madagascar.

7.2 - Les matériaux et accessoires de construction, matériels roulant de chantier, véhicules destinés au transport des marchandises, équipements d'usines, matières premières, produits semi-ouvrés, emballages, pièces de rechange ou détachées, matériels didactiques, mobiliers, matériels informatiques et de bureautiques ainsi que les fournitures de bureaux, destinés à la préparation, à l'aménagement et à l'exploitation des Zones et Entreprises Franches sont exonérés de droit de douane et de toute taxe à l'importation.

Les Zones et Entreprises Franches oeuvrant dans les zones reculées non couvertes par le réseau public d'électricité, bénéficient de la tarification hors toutes taxes et droits pour les carburants et lubrifiants destinés à la production des moyens énergétiques indispensables à leur exploitation.

Le dédouanement de ces biens est effectué de façon définitive. En conséquence, leur durée de détention n'est pas limitée.

7.3- Les biens et services exportés à l'étranger par les Zones et Entreprises Franches sont exonérés de tous droits et taxes à l'exportation.

L'exportation intervient selon une procédure simplifiée qui ne doit pas donner lieu à l'apurement d'opérations de dédouanement liées ou non à des opérations d'importations connexes ou accessoires effectuées par la Zone ou l'Entreprise Franche.

Les services des douanes accordent, sur demande de l'exportateur, le visa justifiant l'origine de ces biens et services, conformément à la législation nationale régissant la matière et aux stipulations des Conventions internationales auxquelles Madagascar a adhéré.

7.4 - La vente de productions, de rebus et déchets, de matériels et équipements de Zones et Entreprises Franches sur le territoire national.

a- Dans la limite annuelle de cinq pour cent (5%) de leur production effectivement exportée, les Zones et Entreprises Franches sont libres à vendre leur produits et services sur le territoire national.

b- La vente de rebus et déchets de fabrication est libre.

c- La vente de leurs matériels et équipements totalement amortis, conformément aux règles du Plan Comptable en vigueur, est libre.

d- La vente de leurs matériels et équipements partiellement amortis, est libre. La vente s'effectue toutes taxes et droits à l'importation compris, sur la base de la valeur résiduelle conformément aux règles du Plan Comptable en vigueur.

Les ventes visées aux paragraphes a, b, et c ci-dessus ne donnent lieu à aucun paiement de droit de douane ou de taxe à l'importation.

Les ventes mentionnées aux paragraphes a, b, c et d, ci-dessus sont soumises à l'application de la TVA. Elles doivent faire l'objet d'une déclaration globale trimestrielle simplifiée transmise à l'administration des Douanes, avec copie à l'EDBM.

7.5 - Les ventes de biens et services entre Entreprises Franches sont libres et sont considérées comme des opérations d'exportation. Elles ne donnent lieu à aucune formalité douanière autre que le dépôt d'une déclaration trimestrielle simplifiée mentionnant la nature des biens et services vendus, le montant de la vente et l'identité de l'acquéreur.

7.6 - Les biens et services fournis par les entreprises de droit commun aux Entreprises Franches ne donnent lieu à l'application d'aucune formalité douanière particulière.

Toutefois, les régimes douaniers d'admission temporaire, d'entrepôt industriel ou de drawback peuvent dans ce cas être applicables aux entreprises de droit commun :

a- pour les matériels et équipements de chantier, pièces détachées, matériaux de construction et accessoires destinés exclusivement à l'aménagement du site et à la construction des bâtiments des Zones et Entreprises Franches ;

b- pour les intrants, matières premières, produits semi-ouvrés ou ouvrés servant à la fabrication, au conditionnement, au traitement, à l'emballage et à la conservation des produits destinés à être vendus aux Zones et Entreprises Franches.

Dans ce cas et, pour les besoins de l'apurement de ces régimes suspensifs, les ventes de biens et services aux Zones et Entreprises Franches sont considérées comme des exportations.

Art. - 8 Contrôles

Les Zones et Entreprises Franches sont soumises à contrôle administratif destiné à vérifier la conformité de leurs activités aux dispositions de la présente loi.

Elles sont notamment soumises à des mesures de contrôle et de surveillance exercées par les Administrations concernées.

Art. - 9 Obligations générales

Toute entreprise bénéficiant du régime des Zones et Entreprises Franches est tenue de respecter l'ordre public, les règles d'hygiène et de salubrité, de protéger l'environnement et, d'une manière générale, de se conformer aux lois et règlements en vigueur sur le Territoire national.

Les collectivités locales prendront les mesures utiles pour faciliter le respect des obligations mentionnées à l'alinéa précédant en matière d'hygiène, de salubrité et de protection de l'environnement.

Les entreprises bénéficiant du régime des Zones et Entreprises Franches prennent les dispositions utiles pour se conformer à l'article 7 de la loi n° 2007-036 sur les Investissements à Madagascar.

Art. - 10 Règlement des litiges

Les différends entre investisseurs nationaux et l'Etat relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente loi sont soumis aux juridictions compétentes malgaches, à moins que les parties n'aient convenu ou ne conviennent de recourir à un autre mode de règlement des différends.

Les différends entre investisseurs étrangers et l'Etat relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente loi sont réglés conformément à une procédure juridictionnelle ou d'arbitrage découlant :

- des Accords et traités relatifs à la protection des investissements conclus entre l'Etat malgache et l'Etat dont l'investisseur étranger concerné est ressortissant ou à défaut ;
- de la Convention Internationale pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats ratifiée par la loi n° 66-011 du 05 juillet 1966.

Toutefois, s'il est demandeur à la procédure, l'investisseur étranger peut, en lieu et place de la procédure d'arbitrage susvisée, librement choisir de soumettre aux juridictions compétentes malgaches le différend qui l'oppose à l'Etat.

Art. - 11 Dispositions transitoires

Jusqu'à l'adoption de textes réglementaires spécifiques, les textes réglementaires pris en application de la loi n° 89-027 telle que modifiée par la loi n° 91-020 demeurent applicables dans leurs dispositions non contraires à la présente loi.

Art. - 12 Dispositions finales

12.1- Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi, notamment la loi n° 89-027 du 29 décembre 1989 portant Régime de Zone Franche modifiée et complétée par la loi n° 91-020 du 12 août 1991, le décret n° 92-809 du 09 décembre 1992 portant application de la loi n° 89-027 du 29 décembre 1989 relative au Régime de Zone Franche Industrielle à Madagascar et, les textes subséquents.

12.2- Les Entreprises précédemment admises au régime de la Zone Franche par application de la loi n° 89-027 portant Régime de Zone Franche sont de plein droit soumises au Régime des Zones et Entreprises Franches prévu par la présente loi.

12.3- Des textes réglementaires détermineront en cas de besoin, les modalités d'application de la présente loi.

12.4- La présente loi entrera en vigueur après sa promulgation par le Président de la République et dès sa publication par radio diffusée ou télévisée ou affichage ou toute autre mode de publication, indépendamment de son insertion au *Journal officiel* de la République. Elle sera exécutée comme loi de l'Etat.

Antananarivo, le 14 janvier 2008

Le Président de la République

Marc RAVALOMANANA

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA

Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ANTENIMIERAMPIRENENA

VOLAVOLAN-DALANA LAHARANA FAHA-024/2007

tamin'ny 11 jona 2007

mikasika ny Faritra sy Fanjarinasa Afak'haba eto Madagasikara

FAMELABELARANA NY ANTONANTONY

Ny Repoblikan'i Madagasikara dia maniry ny hisarika mpampiasa vola hamokarana, ary hanao sehatra tsy miankina ho herin'ny fampandrosoana. Avy amin'ny antontan-taratasy fototra ny « Madagasikara Voajanahary » sy ny « Madagasikara Amperin'Asa » (MAP) no namaritan'ny governemanta ho anisan'ny laharam-pahamehany ny fanohizana ny fampitomboana ny harinkarena ekônômika mifototra amin'ny fampandrosoana ny sehatra tsy miankina matanjaka sy afaka hifaninana.

Ny fametrahana tontolo misarika ho amin'ny asa fampisam-bola hamokarana rehetra no namolavola ny lalàna momba ny fampisamboram-bola hamokarana eto Madagasikara ka ny tanjona amin'izany dia ny hampifanojoana sy hampavitrika haingana ny toekarena eto an-toerana mba hifanaraka amin'ny sehatry ny toekarena iraisam-pirenena izay anjakan'ny fifaninanana.

Araka izany, ny fifehezana io sehatra io dia tsy maintsy asiana fanamboarana mba hihazonana azy ho sata manome vahana ny famoronana sy ny fampandrosoana ny fampiasambola hamokarana tena hahitam-bokany.

Ireo fanamboarana ireo dia haompana indrindra amin'ny fanamorana ny fombafomba eo anivon'ny ladoany sy eo amin'ny lafiny hetra izay mandrakotra ny fepetra ara-ketra, ara-padin-tseranana sy ara-bolan'ireo Fanjarinasa ekena hiditra ao anatin'izany sata izany.

Ireo fepetra voatazona izany dia sady manao izay hisarihana ny mpandraharaha nefa tsy manampy fepetra fampirihina hafa, ary fanamorana izay mety ho sakantsakana ara-panjakana, indrindra eo anivon'ny ladoany izay nivangongo nandritra ny nampanan-kery ny Lalàna laharana faha 89-027 tamin'ny 29 desambra 1989.

Toy izao izany fepetra izany :

- fanafoanana ny fombafomba fankatoavana ho ao anatin'ny satan'ny Faritra afak'haba ary fanoloana izany amin'ny fomba filazalazàna fotsiny eo anatrehan'ny «Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara » (EDBM) ;
- fanalalahana ny raharaha natao ho an'ny sy avy amin'ny fanjarinasa Afak'haba sy ny Fanjarinasa fehezen'ny lalàna iombonana ;
- fiantohana ny fombafomba fanonerana ny trosa avy amin'ny TVA izay tokony haloa amin'ny Fanjarinasa Afak'haba ;
- fanafahana amin'ny fanerena hamerina vola vahiny eto an-tanindrazana izay tsy mikasika ny Fanjarinasa Afak'haba izay efa nahazo alàlana malalaka hamindra izany vola vahiny izany any ivelant ;
- fanazavàna ny ventin-kevitra ny tsy fiovaovana ara-ketra sy ny toetra voafehy ho an'ny sata mifehy ny hetran'ny Fanjarinasa Afak'haba ;
- fanazavana ny ventin-kevitra ny tsy fitakiana fetra eo amin'ny fampiasana mpiasa tsotra vahiny.

Mba hahatsotra azy, dia notazonina ny firafitry ny Lalàna laharana faha 89-027, ay ankoatr'ireo ventin-kevitra voalaza etsy aloha, dia novàna ny andininy sasantsasany mba hahamora sy hampazava azy.

Izany sy izany no antonanton'ity Volavolan-dalàna ity

REOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ANTENIMIERAMPIRENENA

VOLAVOLAN-DALANA LAHARANA FAHA-024/2007
tamin'ny 11 jona 2007
mikasika ny Faritra sy Fanjarinasa Afak'haba eto Madagasikara

Nolanian'ny Antenimierampirenena tamin'ny fivoriana izay nataony ny faha-.....,
izao Volavolan-dalàna izao :

TOKO I

FEPETRA ANKAPOBENY

Andininy.1 : Apetraka eto Madagasikara ny satan'ny Faritra sy ny Fanjarinasa Afak'haba, voafaritry ny fepetra voalazan'ity lalàna ity.

Ity sata ity dia mihatra amin'ny fampiasam-bola hamokarana tanterahin'ny mpandraharaha teratany na vahiny, na ny fikambanan'izy roa, miaksika ny asa famokarana natao hanondranana any ivelany sy araka ny sokajy voalaza ao amin'ny andininy faha-2.2 sy faha-2.3 ety ambany.

Andininy.2- : Famaritana

Araka ny hevitr'ity lalàna ity.

2.1- Ny atao hoe fanondranana entana any ivelany, dia ny fivarotana amin'ny firenen-kafa, na amin'ny Faritra sy Fanjarinasa Afak'haba, entana na fisahan'asa nipoitra na niainga avy eto Madagasikara.

2.2- Ny atao hoe Faritra afak'haba dia toerana voafaritry mazava izay ahitana Fanjarinasa Afak'haba maro ao anatin'ny.

2.3- Ny Fanjarinasa Afak'haba dia Fanjarinasa natao hanondranana entana any ivelany ary misokajy telo :

1. ny Fanjarinasa manao fanodidina ara-indostria ;
2. ny Fanjarinasa fisahanan-draharaha ;
3. ny Fanjarinasa manao famokarana fototra betsaka.

2.4- Ny fepetra famaritana ny faritra sy ny Fanjarinasa afak'haba dia faritan'ny didy amampitsipika.

Andininy-3 : Fanekena

3.1- Ny fanamarinana ny maha-Faritra sy ny maha-Fanjarinasa afak'haba dia omen'ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara (EDBM) izay antokon*-draharaha mahaleo tena moasa amin'ny anaran'ny Fanjakana malagasy, miandraikitra ny fankatoavana ny tetikasa fampiasam*-bola hamokarana ary ny fampiroboroboana sy fampandrosoana ny fampiasam-bola hamokarana eto Madagasikara.

3.2- Izay Fanjarinasa maniry ny hahazo ny tombontsoan'ny satan'ny Faritra sy ny Fanjarinasa Afak'haba dia tokony handefa fantagahana any amin'ny EDBM miaraka amin'ny antontan-taratasy ahitana taratasy vita sora-printy narafitry ny EDBM ary fenoana araka ny tokony

ho izy.

3.3- Mba hahazoana ny tombontsoan'ny satan'ny Faritra sy Fanjarinasa Afak'haba.

Ny Faritra Afak'haba dia tokony ahitana Fanjarinasa Afak'haba maromaro ao anatin'ny. Araka izany dia tompon'andraikitra ny fitantanana sy ny fampiroboroboana ny Faritra ho tritandrahana izy.

Ny Fanjarinasa manao fanodidina ara-indostria na ny Fanjarinasa manao famokarana fototra betsaka dia tsy maintsy manondrana ny zavatra vokariny any ivelany, sy/na alefa any amin'ireo Faritra na Fanjarinasa Afak'haba izay mila izany.

Ny Fanjarinasa manao fisahanan'asa dia tsy maintsy manondrana ny asany any ivelany sy/na alefa any amin'ireo Faritra na Fanjarinasa Afak'haba izay mila izany.

Ny lisitr'ireo sehatr'asa tsy eken'ny satan'nt Faritra sy ny Fanjarinasa Afak'haba dia faritana amin'ny Didim-panjakana.

3.4- Ny fahazoana ny fanamarinana maha-Faritra sy ny maha-Fanjarinasa Afak'haba avy amin'ny EDBM dia mitarika ny fampiharana ny satan'ny Faritra sy ny fanjarinasa afak'haba faritan'ity lalàna ity.

Ny fanamarinana maha-Faritra sy maha-Fanjarinasa Afak'haba dia omena aorian'ny fandinihana raha mahafeno ny fepetra takiana araka ny voalazan'ity lalàna ity ilay tetikasa atolotra. Io fanamarinana io dia omena ao anatin'ny roapolo (20) andro raha ela indrindra, manomboka amin'ny daty nametrahana ny fangatahana.

Raha tsy nekena ny fanomezana na fanamarinana dia afaka manao fitarianana eo anatrehan'ny filan-kevi-pitantanan'ny EDBM ny mpangataka.

3.5- Ny Fanjarinasa tafiditra ao amin'ny satan'ny Faritra sy ny Fanjaribasa Afak'haba dia tsy afaka mitaky intsony ny fampiharana ireo fepetra hafa voalazan'ny sata manokana mikasika ny fampiasam-bola manan-kery eto Madagasikara.

3.6- Ireo asan'ny sokajim-panjarinasa tsirairay voafaritry ny andininy faha 2.3, dia miavaka tsara ary tsy azon'ny Fanjarinasa iray atambatra.

Na izany aza anefa, ny fanambarana dia ekena raha toa ireo asa fisahan'asa ka tafiditra tanteraka ao anatin'ny Faritra na Fanjarinasa Afak'haba ary tsy manao afa tsy ny asa manokana ho an'io Fanjarinasa io.

3.7- Ny Fanjarinasa rehetra, na mahazo tombontsoa na tsia amina sata manokana amin'ny alalan'ny fifanarahana manokana ifanaovana amin'ny firenena na sata mikasika fampisam-bola hamokarana miavaka, dia afaka mangataka foana na amin'ny fotoana inona na amin'ny fotoana inona, ny tombontsoan'ny satan'ny Faritra sy ny Fanjarinasa Afak'haba, rehefa mahafeno ny fepetra faritan'ity lalàna ity.

Ny fahazoana ny tombontsoan'ny satan'ny Faritra sy ny Fanjarinasa Afak'haba dia manafoana sy manolo ny tombontsoa azo avy amin'ny fanekena tombontsoa misy fiantraikany miverina, na koa manalava ny fe-potoana tsy andoavan-ketra izay nekena taloha, na manambatra ireo tombontsoa na manavao ny tombontsoa efa azo amin'ny fampisam-bola hamokarana izay efa natao.

3.8- Raha misy tsy fahatanterahana na manontolo na ampahany ny fepetra voalazan'ity lalàna ity sy ny didy fampiharana azy, ny Fanjarinasa mahazo ny tombontsoan'ny satan'ny Faritra sy ny fanjarinasa Afak'haba dia omena fampitandremana mba handray izay fepetra ilaina hamitana izany.

Raha tsy tomobana ao anatin'ny enim-bolana izany dia ambara avy hatrany amin'ny fanapahan-kevitra ny Filan-kevitra ny EDBM ny fisintonana ny fizakana ny satan'ny Faritra sy ny Fanjarinasa Afak'haba, ary tsy afaka mitaky fanonerana ny Fanjarinasa voakasik'izany.

Andininy - 4 : Fisamboram-bola vola vahine - Kaonty amin'ny banky - Famindrana - Toe-bola

4. - Ny Faritra sy ny Fanjarinasa Afak'haba rehetra dia afaka manao fifanarahana findramam-bola vahiny any ivelany, findramana vola malagasy na vola vahiny eto Madagasikara izay andraikiny manontolo, ary afaka mamindra malalaka any ivelany ny tetin'ny vola malagasy na vahiny izay misy ao ao amin'ny kaontiny amin'ny banky eto Madagasikara.

4.2- Ny Faritra sy ny Fanjarinasa Afak'haba rehetra dia mahazo manokatra kaonty ao amin'ny banky any ivelany sy kaonty ao amin'ny vola vahiny eo anivon'ny banky eto an-toerana ary afaka mividy vola vahiny malalaka amin'ny tsenan'ny vola vahiny iraisan'ny banky eto Madagasikara.

Ny Fanjarinasa Afak'haba dia tsy didina hampody ireo viola vahiny azony avy amin'ny fanondranana entana any ivelany.

Ao anatin'ny fepetran'ity lalàna ity, ny banky nametraham-bola dia didina hiantoka amin'ny fotoana rehetra ny fanomezana vola vahiny hoan'ny mpametra-bola vahiny ao aminy.

4.3- Ny fifanakalozam-bola mivantana rehetra na fividianana na fivarotana vola vahiny amin'ny vola malagasy dia fehezen'ny lalàna manan-kery.

4.4- Ny toe-bolan'ny Fanjarinasa Afak'haba dia arafitra manaraka ny fenitry ny drafitry ny fitanana kaonty manan-kery eto Madagasikara.

Ny taom-pitanana kaonty voalohany dia tsy tokony hihoatra ny valo ambin'ny folo (18) volana ; ireo taom-pitantanana kaonty hafa dia manomboka ny 01 janoary ka mifarana ny 31 desambra an'io taobna io na manomboka ny 01 jolay ka hatramin'ny 30 jona ny taona manaraka.

Ny Toe-bola dia tsy maintsy apetraka, ao anatin'ny efa-bolana manaraka ny fiafaran'ny taom-piasana, any amin'ny raharaham-panjakana voakasik'izany miaraka amin'ny dikany mitovy ho an'ny EDBM.

4.5- Raha misy fampitsaharana ne asa, dia ianrohan'ny Fanjakana ny fahalalahan'ny famindrana izay mety ho lelavola sisa avy avy amin'izany asa izany raha toa ka voaefa avokoa ny trosa rehetra teto an-toerana.

Andininy 5 : Lalàna sosialy

5.1- Omena fahalalahana ny Fanjarinasa afak'haba amin'ny fitantanana ny mpiasa ao aminy ao anatin'ny sehatry ny fehezan-dalàna momba ny asa sy ny fehezan-dalàna miaksika ny fitsimbinihana ara-tsosialy, ary koa ireo fepetra manokan'ity lalàna ity.

5.2- Ny Fanjarinasa afak'haba dia tompon'andraikitra amin'ny famerana ny isan'ny mpiasa vahiny ilainy.

Omena fahazoan-dalàna honina matianina, manan-kery mandritra ny fe-potoanan'ny fifanarahana arak'asa ifanaovana aminy ny mpiasa vahinin'ny Fanjarinasa Afak'haba, ary izany dia araka ny fombafomba voafaritry ny fitsipi-pifehezana manan-kery.

Ny fifanarahana arak'asa atao amin'ny mpiasa vahinin'ny Fanjarinasa Afak'haba dia mety tsy hifanaraka amin'ny fepetra sasantsasan'ny fehezan-dalàna mifehy ny asa araka ny andininy faha 16-n'ny lalàna momba ny fampiasam-bola hamokarana.

5.3- Hoan'ny mpikambana na mpametra-bola vahiny, vitsy an'isa na maro an'isa, manana fahefana hanatanteraka ny fitantanan-draharaha, ho Filoha Tale Jeneraly ; ho Filohan'ny Filan-kevi-pitantanan-draharaha, ho Tale Jeneraly, ho mpitantan-draharaha ankapobeny na ho mpitondra ny Fanjarinasa Afak'haba, ny taratasy fanamarinana maha-Fanjarinasa Afak'haba dia ahafahan'ny tenany na ny fianakaviany manan-jo hahazo fahazoan-dalàna honina matianina.

5.4- Ny Fanjarinasa Afak'haba rehetra dia tsy maintsy mandrotsaka ny latsakemboka voalazan'ny fehezan-dalàna momba ny asa sy ny fehezan-dalàna momba ny fitsinjovana ara-tsosialy amin'ny antokon-draharaha voakasik'izany.

Tsy misy fepetra fanavakavahana momba ny taha na ny fetran'ny latsakemboka azo ampiharina amin'ny mpiasa vahiny izay mahazo mangataka ny tsy iharan'izany ka tsy hizaka intsony ny zo sy ny tombontsoa ateraky ny fandoavana ireo latsakemboka ireo.

5.5- Hoan'ireo mpiasa vahiny miasa ao amin'ny Fanjarinasa Afak'haba dia manome toky ny Fanjakana amin'ny famindrana malalaka ny karama voarain'izy ireo marina teto Madagasikara.

5.6- Ny fepetra voalazan'ny fehezan-dalàna momba ny asa dia ampiharina amin'ny Fanjarinasa Afak'haba raha toa tsy mifanipaka amin'ireo fepetra manokan'ity lalàna ity sy ny rijantenany fampiharana ity lalàna ity.

Ny fepetran'ny fehezan-dalàna momba ny asa, mikasika ny asa amin'ny alina hoan'ny vehivavy ary indrindra ny andininy faha-85, na ny fepetra hafa manana endrika lalàna na fitsipika misolo azy dia tsy ampiharina amin'ny Fanjarinasa Afak'haba.

Na eo aza ny fepetra rehetra mifanohitra vokatry ny fitsipi-dalàna ankapobeny miaksika ny faharetan'ny fotoana iaisana, ny Fanjarinasa Afak'haba dia afaka miasa malalaka ivelan'ny ora fiasany, tsy muila fahazoan-dalàna mialoha, tsy mihoatra ny adin'ny folo (10) voatondron'ny fitsipika manankery. Ankoatra ny folo ora amboniny voalohany sy ao anatin'ny fetran'ny ora amboniny indrindra voalazan'ny fehezan-dalàna ny asa, ny Fanjarinasa Afak'haba dia tsy voetary hampandre mialoha ny mpiandraikitra ny fnaraha-maso ny asa, fa ataony aoriana izany fampandrenesana izany.

Andininy-6 : Ny hetran'ny Fanjarinasa sy ny vahiny

Ny Faritra sy Fanjarinasa Afak'haba dia mahazo izao tombontsoan'ny satan-ketra manaraka izao :

6.1- Hetra aloha avy amin'ny tombom-barotry ny orinasa (IBS)

Ny Faritry ny Fanjarinasa Afak'haba dia mandoa ny hetra amin'ny tombom-barotry ny orinasa, ferana ho folo isan-jato (10%) sy amin'ny fara-fahakelin'ny famorian-ketra amin'ny taha iray faingo enina amby enim-polo arivo (1,6%).

Na izany aza, ny faritra dia mahazo fanafahan-ketra amin'ny tombom-barotry ny orinasa sy ny farafahakelin'ny famorian-ketra mandritry ny dimy ambin'ny folo (15) taona niaing'ny tena sa famokarana.

Ny Fanjarinasa fisahanan-draharaha dia maahzo fanafahan-ketra mandritra ny roa (2) taona voalohany niasany ihany koa, ary izany dia miantomboka amin'ny taom-piasana tena

nanombohana ny asa famokarana.

Mba hiheverana ny fotoana hanatomombanana ny ara-indostria sy ny fotoana anaovana fanofanana, ny daty fanombohana ny tena asa famokarana dia roambiny folo (12) volana aorian'ny nanomezana ny taratasy fanamarinana maha-Faritra sy Fanjarinasa Afak'haba. Alohan'io daty io; ny Faritra sy ny Fanjarinasa Afak'haba dia mahazo ny fanafahan-ketra voalaza etsy ambony.

6.2- Fanenan-ketra hoan'ny fampiasam-bola hamokarana

Ny fampiasam-bola amin-javatra mihenm-bidy noho ny fampiasana azy notanterahina taoeian'ny fe-potoana nahazoana fanafahan-ketra mikasika ny tombom-barotry ny orinasa, dia ahazoan-jo amin'ny fampihenana-ketra miaksika ny tombom-barotry ny orinasa mifandraika amin'ny dimy ambony fitopolo (75%) isan-jaton'ny tetin'ny fampiasam-bola hamokarana vao natao.

Ny zo fampihenana-ketra tsy nampiasana dia azo afindra mandrapahatapiny ary tsy misy fe-potoana.

6.3- Ny hetra mikasika ny karama sy ny mitovy aminy.

Ny tetin'ny hetra amin'ny vola miditra amin'ireo mpikarama vahiny miasa ao amin'ny Fanjarinasa Afak'haba dia tsy mihoatra ny tlopolo isan-jato (30%) ny fetra ambany indrindra azo itakian-ketra na taha tsaratsara kokoa izay ho raiketina ao anatin'ny fitsipiky ny hetran'ny lalàna iombonana.

6.4- Hetra miaksika ny vola miditra avy amin'ny fananana azo ahetsika

Ny zara tombo sy ny zana-bola alohan'ny Faritra sy ny Fanjarinasa Afak'haba ho tambin'ny vola aloa mialoha amin'ny mpikambana na ny manana ampaham-bola miasa ao amin'ny orinasa dia andoavana hetra noho ny vola miditra avy amin'ireo fananaa azo ahetsika ary ny tahan'izany hetra izany dia folo isan-jato (10%) tsy miova, tsy misy fotoana ekena tsy andoavana, ary tonga dia alain'ny Fanjarinasa amin'ny vola tokony haloany izany sy manafaka ireo mahazo io vola io amin'ny fandoavan-ketra amin'ny endriny rehetra.

6.5- Haba faobe mikasika ny famindràna

Ny famindrana ny vola any ivelany nataon'ny Fanjarinasa sy ny Faritra Afak'haba ho fanefam-bidin'ny entana sy fisahanan'asa amina Fanjarinasa any ivelany izay tsy manana toeram-piasana eto Madagasikara dia tsy iharan'ny haba faobe mikasika ny famindràna na fitakian-ketra hafa.

6.6- Sara-piraketana an-tsoratra

Ny fifanarahana vitan'ireo Fanjarinasa Afak'haba izay tsy maintsy manaraka ny fombafomba fandraiketana dia raiketina maimaim-poana.

6.7- Haba ailaina amin'ny entana namina vidy (TVA)

Ny fanafarana entana nataon'ny Faritra sy Fanjarinasa afak'haba dia tsy andoavcana hetra alaina amin'ny entana nampina vidy (TVA).

Ny varotra na fisahanan-draharaha nataon'ny Fanjarinasa Afak'haba teto an-toerana dia iharan'ny TVA araka ny taha voalazan'ny lalàna iombonana.

Ny fanondronana entana sy fisahanan-draharahan'ny Fanjarinasa afak'haba ary koa ny fivarotana entana sy fisahanan-draharaha amin'ireo Fanjarinasa afak'haba dia iharan'ny TVA amin'ny taha aotra isan-jato (0%).

Ny fivarotana entana sy fisahanan-draharaha nataon'ny Fanjarinasa eto an-toerana fehezin'ny lalàna iombonana, ho an'ny Fanjarinasa afak'haba, dia iharan'ny TVA araka ny taha voalazan'ny lalàna iombonana. Io TVA io dia azo kajina ho an'ny Fanjarinasa afak'haba, na inona na inona karazan'entana na fisahan-draharaha nampiasaina, raha toa izy mikasika asa azo itakian-ketra.

Ny Fanjarinasa ny Faritra Afak'haba dia mahazo alalana mangataka famerenana ny TVA mihoatra ny tokony naloha. Io trosa avy amin'ny TVA io dia alohan'ny Fanjakana rehefa misy mangataka napetraka miaraka amin'ny fanambarana ny TVA mampiseho io trosa io.

Ny famerenan-trosa ny TVA dia tsy maintsy vitan'ny Tale Jeneralin'ny hetra aoa antin'ny enim-polo (60) andro manaraka ny daty nandraisany ny fangatahana.

Ny trosan'ny TVA nekena ho averina dia azon'ny mpitan-draharahan'ny hetra ampiasaina amin'ny fandoavana izay hetra voalazan'ity lalàna ity araka ny fepetra ho faritana amin'ny fanapahan-kevitra ny Minisitry miandraikitra ny fifehezana ny hetra.

6.8- Hetran-tany

Ny Faritra Afak'haba dia mafazo fanafahan-ketran-tany (IFT) sy fanafahan-ketran-tany eo amin'ny tany nanorenana (IFPB) mandritra ny dimy ambiny folo (15) taona voalohany niatombohan'ny tena asa famokarana.

Ny Fanjarinasa Afak'haba manao asa fanodidina ara-indpstrria ary koa ireo manao famokarana fototra betsaka dia mahazo izany fanafahan-ketra izany mandritra ny dimy (5) taona voalohany manomboka ny taom-piasana izay niantombohan'ny tena as famokarana.

Ny Fanjarinasa fisahanan-draharaha dia mahazo fanafahan-ketra mandritra ny roa (2) taona iasana voalohany manomboka ny taom-piasana izay niantombohan'ny tena asa famokarana.

Mba hiheverana ny fotoana andaminana ny kojakoja ara-indostria sy ny fotoana anaovana fanafoanana dia heverina fa ny daty anombohana ny tena asa famokarana dia roa ambiny folo (12) volana aorian'ny fabomezana ny taratasy fanaamrinana ny maha Faritra sy Fanjarinasa Afak'haba.

Ireo Fanjarinasa voalaza etsy ambony ireo anefa dia mandoa haba amin'ny Kaominina noho ny fisahanan'asa ataon'izy ireo araka ny rijan-teny, raha misy i, mifehy ny hetra eo an-toerana.

6.9- fitsipika momba ny famaritana ny fitakian-ketra sy ny fandoavana azy.

Ankoatra ireo fepetra manokana voalazan'ity lalàna ity, ny lalàna momba ny famaritana sy fandoavana hetra, sara sy haba, voafaritry ny fehezan-dalàna ankapobeny momba ny hetra dia mihatra amin'ireo Faritra Fanjarinasa Afak'haba.

6.10- fisian'ny fetra eo amin'ny sata mikasika ny hetra-fiantohana ny tsy fiovaovany

Ny Fanjakana dia miantoka fa misy fetra sy tsy miovaova ny endrika mamaritra ny sata momba ny hetran'ny Fanjarinasa Afak'haba araka ny voafarit'ity lalàna ity.

Noho izany, ny sata momba ny hetran'ny Faritra sy Fanjarinasa Afak'haba dia mametra sy manala ny fampihara, na ny hetra, sara na haba samihafa izay tsy voalazan'ity lalàna ity.

Tsy misy fanapahan-kevitra hafa, mety hampitombo ny hetra voalazan'ny fepetra etsy aloha na hampisy fanavahana eo amin'ny Fanjarinasa mitovy sokajy, azo ampiharina amin'ny Faritra Fanjarinasa Afak'haba.

Ny Faritra Fanjarinasa Afak'haba dia mahazo tombon-dahiny amin'ireo fepetra tsara kokoa izay mety havoakan'ny Fanjakana mikasika ny hetra lazain'ity lalàna ity na mety homeny ireo Faritra sy Fanjarinasa Afak'haba hafa ao anatin'ny sehatr'asa mitovy.

Andininy-7 Ny ladoany

Raha ilaina dia misy fombafombam-paditseranana manokana ho an'ny Faritra sy Fanjarinasa Afak'haba mety ho laizaina amin'ny alalan'ny didy fifehezana ifandinihana miaraka amin'ny EDBM.

7.1- Ao anatin'ireo fepetra voalaza ao amin'ny fifanarahana iraisam-pirenena izay neken'ny Fanjakana, ny entambarotry ny Faritra se Fanjarinasa Afak'haba dia mahazo ireo sata ara-barotra manokana omena eto Madagasikara.

7.2- Ireo fitaovana sy kojakoja fanampiny hoan'ny fanorenana, fiarakodia enti-miasa, fiara fitaterana entana, fitaovan'ny ozinina, akora fototra, vokatra andalam-pahatefena, fonosana, kojakoja fanolo, fitaovana fampianarana, fanana azo ahetsika, fitaovana ara-tsolosaina sy fampiasa am-birao ary koa ny fitaovam-birao, natao hanomana, ho fandaminana sy hampiasanain'ny Faritra sy Fanjarinasa Afak'haba dia afahana amin'ny fandin-tseranana sy amin'ny hetra eo amin'ny fanafaran'entana.

Ny Faritra Fanjarinasa Afak'haba izay miasa amin'ny toerana lavitra tsy mbola tratran'ny tambazotran'ny herin'aratra, dia mahazo tombontsoa amin'ny vidiny solika sy fandrehatra tsy tataovan-ketra sy haba, izay natao hamokarana herin'aratra ilaina amin'ny famokarana ataon'izy ireo.

Ny famoahana ireo entana ireo avy amin'ny ladoany dia vitaina tanteraka. Ny fotoana fihazonana azy ireo dia tsy voafetra.

7.3- Ny entana sy ny fisahanan'asa ahondrana any ivelany ataon'ny Faritra sy Fanjarinasa Afak'haba dia afahana amin'ny haba sy ny hetra amin'ny fanondranana.

Ny sampan-draharahan'ny ladoany dia manao sonia fanamarinana ny fiavian'ireo entana, sy fisahanan'asa raha angatahan'ny mpanondrana, araka ny lalanam-pirenena mifehy izany sy ny voalazan'ny fifanarahana iraisam-pirenena izay eken'i Madagasikara.

7.4- Ny fivarotam-bokatra, ambin'entana, sy entana nisy tsy fetezana, fitaovana sy kojakojan'ny Faritra sy Fanjarinasa Afak'haba eto an-toerana.

- a) Voafetra ho dimy isan-jato (5%) ny vokatra aondrana isan-taona no azon'ny Faritra sy Fanjarinasa amidy malalaka eto an-toerana.
- b) Ny fivarotana ambin'entana sy entana nisy tsy fetezana teo am-panamboarana dia malalaka ;
- d) ny fivarotana ireo fitaovana, kojakoja efa nihem-bidy noho ny fampiasana azy araka ny fitsipika aop amin'ny « Drafy-pitantanana Kaonty Ankapobeny », manan-kery dia malalaka.

Ny vondrom-bahoaka eo an-toerana dia mandray ny fepetra ilaina mba hahamora ny fankatoavana ny fepetra voalazan'ny andalana eo aloha mikasika ny fahasalamana, ny fahadiovana sy ny fiarovana ny tontolo iainana.

Ny Fanjarinasa mizaka ny tombontsoan'ny satan'ny Faritra sy Fanjarinasa Afak'haba dia mandray ny fepetra ilaina amin'ny fanatanterahana ny voalazan'ny andininy faha 7-n'ny lalàna mikasika ny fampiasam-bola hamokarana eto Madagasikara.

Andininy -10 : Famahana ny fifanolanana

Ny fifanolanana misy eo amin'ireo mpampiasa vola teratany sy ny Fanjakana mikasika ny fiheverana na ny fampiharana ity lalàna ity, diaentina eo amin'ny fitsarana mahefa malagasy, raha tsy hoe efa nifanaraka ny roa tonta na mifanaraka ny hitondrana izany fifanolanana izany amin'ny fomba hafa famahana ny olana.

Ny fifanolanana eo amin'ireo mpampiasa vola vahiny sy ny Fanjakana mikasika ny fiheverana na ny fampiharana ity lalàna ity, dia vahana mifanaraka amin'ny fombafomba ara-pitsarana na fanelanelanana mifandraika amin'ny :

fifanarahana sy fifanekena mikasika ny fiarovana ny fampiasam-bola hamokarana nataon'ny Fanjakana malagasy sy ny Fanjakana izay niavian'ny mpampiasa vola vahiny voakasika ;
na fifanarahana iraisam-pirenena momba ny famahana ny fifanolanana mikasika ny fampiasam-bola hamokarana ifanaovan'ny Fanjakana sy ireo tera-tany avy any ivelany izany nankatoavina tamin'ny lalàna laharana faha-66-011 tamin'ny 05 jolay 1966.

Na izany aza, raha toa ka ilay mpampiasa vola vahiny no mitaraina, dia afaka misafidy malalaka ny fametrahany ny fifanolanana amin'ny fitsrana mahefa malagasy izy, fa tsy voatery hampiasa ny fombafomba fanelanelanana voalaza etsy ambony akory.

Andininy - 11 : Fepetra tetezamita

Mandra-pahalany ny rijan-teny fifehezana manokana, ny rijan-teny fifehezana natao ho fampiharana ny lalàna faha-89-027 izay novàn'ny lalàna laharana faha-91-020 ka tsy mifanohitra amin'ity lalàna ity dia mbola mihatra ihany.

Andininy -12 : Fepetra farany

12.1- foana ny fepetra rehetra teo aloha ka mifanohitra amin'ity lalàna ity , indrindra ny lalàna laharana faha 89-027 tamin'ny 29 desambra 1989 momba ny satan'ny Faritra Afak'haba novana sy nofenoin'ny lalàna laharana faha 91-020 tamin'ny 12 aogositra 1991, ny didim-panjakana laharana faha 92-809 tamin'ny 09 desambra 1989 miaksika ny fampiharana ny lalàna laharana faha 89-027 tamin'ny 29 desambra 1989 momba ny satan'ny Faritra afak'haba ara-indostria eto Madagasikara, sy ireo rijan-teny mifandraika aminy.

12.2- Ny Faritra sy Fanjarinasa Afak'haba voalazan'ity lalàna ity.

12.3- Ny rijan-tenin'ny fifehezana no mamaritra ny fombafomba fampiharana an'ity lalàna ity.

12.4- Havoaka amin'ny Gazetim-panjakan'ny Repoblika ity Lalàna ity. Hotanterahiona izany fa Lalàm-panjakana.

Antananarivo, faha-

NY FILOHAN'NY ANTENIMIERAMPIRENENA,

NY SEKRETERA,

Jacques SYLLA